

Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 97 (1988)
Heft: 11-12

Artikel: Combat quotidien pour la dignité
Autor: Schuler, Karl
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-682060>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les habitants des bidonvilles de San Salvador prennent en main leur destin de sinistrés

Combat quotidien pour la dignité

Le Salvador fait la une de l'actualité depuis des années en relation avec le conflit dont le pays est le théâtre. Mais il y a un autre combat, moins connu des médias: celui des habitants des bidonvilles, en particulier des sinistrés du tremblement de terre du 10 octobre 1986. Car le séisme a touché d'abord les populations pauvres de la ville. Deux ans après, les victimes s'organisent pour obtenir des conditions de vie plus dignes. Le responsable de la CRS nous explique ce que signifie être pauvre à San Salvador et témoigne des initiatives des sinistrés.

Karl Schuler

Le Salvador compte aujourd'hui environ 5,2 millions d'habitants. D'une superficie égale à la moitié de celle de la Suisse, il est le plus petit Etat d'Amérique centrale. Il présente toutefois la densité de population la plus élevée de la région. Les trois quarts de la population connaissent aujourd'hui un état de pauvreté chronique, causé par la répartition inégale des terres et des richesses, le conflit, qui dure depuis maintenant huit ans, ainsi que l'effondrement de l'économie et l'exode rural qui en sont les conséquences directes. Les habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles de San Salvador souffrent encore aujourd'hui des suites du tremblement de terre qu'a subi la ville il y a deux ans.

Les racines de la pauvreté

Dans ce pays aux grandes richesses naturelles, il faut remonter loin dans l'histoire pour trouver les racines de la pauvreté. Avec l'invasion des Espagnols, le pays connut de violents conflits qui avaient pour enjeu la possession des riches mais rares terres volcaniques, conflits qui se soldèrent par une répartition extrêmement inégale de la propriété foncière. Il se constitua une couche de familles influentes (oligarchie), composées de Blancs et de métis, dont la richesse reposait sur la propriété de la terre. La population indienne fut repoussée dans les zones les moins fertiles, et leurs propriétés communautaires, les «ejidos», furent dissoutes. Une révolte des paysans à l'ouest du pays, en 1932, fut brutalement réprimée par le gouvernement mili-

taire de l'époque. Le massacre de 30 000 personnes a été ressenti pendant longtemps comme une profonde blessure par la population.

Les grands propriétaires terriens ont commencé par planter de l'indigo avant de cultiver, à partir du siècle dernier, du café. L'exportation du café constitue encore aujourd'hui le pilier de la richesse de la minorité possédante. Sur leurs petites exploitations souvent inférieures à un demi-hectare, les petits paysans cultivent du maïs et du «frijol», des haricots, pour leur propre consommation. Au moment de la récolte du café et du coton, nombre d'entre eux s'engagent dans les plantations où ils constituent une main-d'œuvre bon marché.

500 000 personnes déplacées

L'une des causes du conflit qui oppose l'armée régulière à l'opposition armée du Front de Libération «Farabundo Martí de Liberación Nacional»



Une «meson» dans la vieille ville de San Salvador. Les «mesones» étaient autrefois des maisons confortables dans lesquelles résidaient les familles aisées. Aujourd'hui, il n'est pas rare que des douzaines de personnes y vivent.

(FMLN) et qui a fait plus de 60 000 morts ces dernières années réside dans les problèmes politiques et sociaux irrésolus. Les organisations de défense des droits de l'homme sont unanimes pour rendre les forces de sécurité responsables du grand nombre de victimes. La guerre entre l'armée et l'opposition a essentiellement pour cadre la campagne et ne touche que peu les villes. L'exode rural est de ce fait particulièrement prononcé. On estime à 500 000 le nombre des «desplazados», des personnes déplacées, qui ont quitté la campagne pour les villes ces dernières années. A ce chiffre vient s'ajou-

ter un million de ressortissants du Salvador qui, pour des raisons économiques ou politiques, sont allés s'installer aux Etats-Unis ou au Mexique.

Les bidonvilles se multiplient à San Salvador

L'exode rural a eu pour principale conséquence la croissance anarchique de la capitale San Salvador. Sur les 1,2 million d'habitants que compte la ville et son agglomération, un tiers sont des personnes déplacées. 19% de la population active de la ville est aujourd'hui sans emploi et 58% connaît une situation de sous-emploi. Le revenu moyen mensuel se monte à 450 colones, soit 130 francs suisses. De nombreuses familles gagnent toutefois moins. Un nombre toujours plus élevé de personnes trouvent un emploi dans l'économie parallèle avec une sécurité de revenu moindre, en devenant par exemple camelots ou artisans, fabriquant à domicile des articles destinés à être vendus dans la rue. Citons comme exemples les cordonniers, boulangers, tailleurs, mécaniciens, etc... D'autre part, les services publics connaissent depuis ces dernières années une très nette détérioration de leur fonctionnement, particulièrement sen-

LE PROGRAMME DE LA CRS À SAN SALVADOR EN BREF

Pour son programme à San Salvador, la CRS dispose de 1,6 million de francs récoltés lors d'appels à la population. Les moyens actuellement engagés sont destinés à financer les projets suivants dans les domaines de la santé et de la construction de logements:

- Construction et équipement d'une clinique d'urgence de la Croix-Rouge salvadorienne, inaugurée à la fin de l'année 1988. Elle remplace l'ancien établissement, endommagé lors du dernier tremblement de terre. Les coûts de construction sont répartis par moitié entre la CRS et la Croix-Rouge allemande (Rép. Féd.).
- Financement d'un dispensaire et d'un laboratoire dans le foyer pour personnes âgées «Sarah Zaldívar», dans lequel résident 350 personnes âgées sans ressources.
- Financement de 80 logements avec équipement pour 80 familles dans le cadre d'un programme de reconstruction dans plusieurs quartiers pauvres («comunidades marginales»), réalisé par CREFAC, institution salvadorienne à caractère social, et les associations de sinistrés.
- Financement, en collaboration avec Caritas Suisse, de l'aménagement d'ateliers orthopédiques en vue de la production de chaises roulantes simples et de la formation de spécialistes, parmi lesquels des handicapés, dans le cadre du «Centre salvadorien pour une technologie appropriée - CESTA».
- Soutien, en collaboration avec l'Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO), à l'action de groupes locaux dans le domaine des soins de santé primaires, portant principalement sur la formation d'agents de santé, appelés à agir en étroite collaboration avec les couches les plus défavorisées de la population.

ETRANGER

sible dans les transports et la santé publique. Les pouvoirs publics donnent en effet la priorité au budget de la défense nationale au détriment des dépenses toujours plus indispensables dans le secteur social.

La configuration de la ville reflète clairement cette croissance incontrôlable et la ségrégation sociale. San Salvador présente une situation géographique et topographique particulière: la ville est parcourue de gorges («barrancos») et de petits cours d'eau. Etant donné la pénurie de terrain disponible, les habitants fraîchement arrivés ont été contraints d'édifier leurs habitations sur les flancs des «barrancos», particulièrement exposés aux glissements de terrain. Toutes les surfaces libres, même les plus inadaptes et les plus en pente, sont utilisées. Le matériel de construction traditionnel, composé de boue séchée et de bambou, à partir duquel a été construit le centre historique de la ville, fait place à la tôle ondulée, au carton et aux emballages plastiques. Toute la périphérie de la ville est composée de ces «comunidades marginales», qui comptent entre 20 et 200 familles et dans lesquelles les mauvaises conditions sanitaires, essentiellement dues à un approvisionnement en eau insuffisant, mettent en danger l'état de santé des populations.

Telle une «hamac entre les volcans»

Le tremblement de terre d'octobre 1986 a encore aggravé le sort de ces populations. On ne peut toutefois

dire que cette catastrophe fut un événement inattendu: «Les séismes dévastateurs et les éruptions volcaniques ont de tout temps marqué l'histoire du pays. La situation de San Salvador, la capitale, construite dans une vallée particulièrement exposée aux séismes, peut être comparée à un hamac accroché aux pentes des volcans. Depuis sa fondation en 1525, la ville a été détruite une bonne douzaine de fois. Pourtant, ses habitants n'ont jamais hésité à repartir de zéro.» Ces propos sont tirés de l'ouvrage de Manfred Heckhorn «Die Enkel des Jaguars – Einblick in ein kleines Land» («Les petits-fils du jaguar – aperçu d'un petit pays» – n.d.l.r.), paru trois ans avant le séisme de 1986.

Son épicerie se situait aux abords immédiats de la ville. La capitale salvadorienne a été proportionnellement plus touchée que la ville de Mexico une année auparavant. 50 000 habitations, abritant 250 000 personnes, ainsi que de nombreux hôpitaux et écoles ont été détruits ou sérieusement endommagés. Le séisme a touché principalement les quartiers peuplés où vivent les pauvres ainsi que les «comunidades marginales», où parfois plus de la moitié des habitations se sont effondrées ou ont été endommagées. Les quartiers où résident les classes aisées, édifiés dans des zones moins exposées, ont été pour ainsi dire épargnés.

Une lente phase de reconstruction

Deux ans après le séisme, la plupart des sinistrés vivent



Au lendemain du tremblement de terre, les habitants des zones sinistrées vivent dans des abris provisoires, édifiés à l'emplacement de leur ancienne habitation. Cette situation précaire n'a guère évolué depuis le 10 octobre 1986.

(Photos: Karl Schuler)

tousjours dans des abris provisoires, qu'ils ont édifés à partir des panneaux de tôle ondulée et de bois fournis par les organisations d'entraide.

La cause principale de cette situation tient au problème irrésolu de la propriété foncière et immobilière. Au contraire de ce qui s'est passé au Mexique, le gouvernement salvadorien n'a pas procédé à des expropriations. Surtout dans les habitations traditionnelles caractéristiques de la vieille ville, appelées «mesones», les habitants sont tous locataires. Les propriétaires, qui n'en assuraient l'entretien que dans des cas très rares, exigèrent au lendemain du tremblement de terre un prix de revient pour les terrains sur lesquels se trouvaient des maisons détruites. Une somme que les œuvres d'entraide n'étaient pas disposées à verser. Me-

Soutien aux initiatives de la population

Face à cette situation, la majeure partie des programmes de reconstruction se trouvent aujourd'hui dans leur phase de planification. Au début de

cette année, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, en collaboration avec la Croix-Rouge salvadorienne, a entrepris la construction de 300 maisons d'habitation. Le programme le plus important, mené par Caritas et l'Eglise catholique, portant sur la construction de 1200 habitations, vient de démarrer. La CREFAC, une institution sociale à laquelle la CRS apporte son soutien, prévoit dans une première phase la construction de 500 maisons dans les bidonvilles de la périphérie. Pour ce programme, les négociations avec les autorités communales se poursuivent, étant donné que les associations de sinistrés occupent un terrain appartenant à la ville et qui devrait leur être cédé pour une somme symbolique. Le programme CREFAC met particulièrement l'accent sur la

L'union fait la force

Les familles vivant aujourd'hui dans la «Comunidad 21 de junio» (Communauté du 21 juin) dans des habitations provisoires édifiées sur l'un des terrains mis à disposition par l'administration communale, ont vécu, depuis le 10 octobre 1986, soit deux ans après le tremblement de terre, deux années particulièrement fertiles en événements. «Ce que nous avons dû surmonter depuis le tremblement de terre nous a renforcés dans notre conviction que seule l'union nous permettra de venir à bout de la misère», déclare l'un des porte-parole de la communauté.

Les familles s'étaient initialement établies sur un terrain

en forte pente et sans grande valeur dans le quartier périphérique de San Marcos. Le tremblement de terre a donné le coup de grâce aux constructions précaires.

Ce fut le début d'une véritable odyssée. Le groupe des sinistrés a commencé par occuper successivement deux terrains, dont ils furent expulsés manu militari. Dans les deux cas, les sinistrés troublaient la tranquillité des habitants des quartiers résidentiels situés à proximité. L'un des pères de famille de la «comunidad» fut tué, selon le procédé habituel: un escadron de la mort est envoyé sur place et l'identité du tueur n'est jamais officiellement identifiée.

La communauté a été baptisée du nom de «21 juin» en souvenir de l'occupation par ses membres d'une parcelle de terrain libre le 21 juin 1987. A la suite de cette nouvelle occupation, des négociations intervinrent avec les autorités municipales, qui mirent à disposition des sinistrés une parcelle avec un raccordement d'eau potable dans le quartier de Zacamil.

Depuis une année, les familles attendent une autorisation officielle de construction afin de pouvoir bâtir elles-mêmes leurs maisons. Dans l'intervalle, elle ne sont pas restées inactives. Avec le soutien des travailleurs sociaux de la CREFAC, une institution de la ville, elles ont pris des mesures visant à l'amélioration de

leurs conditions de vie, en particulier par l'éducation à la santé et la construction d'une crèche. Dans la perspective de la reconstruction, un groupe du Département d'architecture de la Faculté de San Salvador organise également des séances de travail à leur intention et les entoure de ses conseils.

La «Comunidad 21 de junio» s'est organisée en un «conseil des habitants des bidonvilles», qui comprend 29 communautés et qui affirme la présence des populations marginales. Les groupes de population qui y sont représentés se réunissent régulièrement pour formuler leurs intérêts communs. Lorsque l'une des «comunidades» est menacée d'expulsion ou qu'elle soumet aux

autorités un certain nombre de requêtes visant à l'amélioration des conditions de vie élémentaires, en demandant par exemple un raccordement à l'adduction d'eau ou la légalisation d'un terrain, elle reçoit le soutien des autres membres du conseil. «Ce n'est qu'en nous unissant dans nos efforts et en nous montrant solidaires des autres «comunidades» que nous avons pu jusqu'à maintenant survivre au sein de la «Comunidad 21 de junio», résister aux fortes pressions et améliorer petit à petit nos conditions de vie», déclare une des habitantes. Une belle illustration du dicton «L'union fait la force». □

participation active des sinistrés au programme de reconstruction. Les habitants des «comunidades marginales» se sont assemblés en une association et tentent, malgré les pressions dont ses membres font l'objet, de défendre leurs intérêts devant les organes administratifs et les propriétaires et d'améliorer ainsi leurs conditions de vie par des projets sociaux communautaires.

Action Croix-Rouge dans des conditions difficiles

La reconstruction d'hôpitaux et d'écoles rencontre moins de difficultés que celle des habitations. Le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe (ASC) a inauguré au début de cette année trois écoles destinées à accueillir 1500 élèves tandis que la construction d'une école de jeunes filles financée par la Croix-Rouge allemande et réalisée par la Croix-Rouge salvadorienne dans le quartier particulièrement touché de San Jacinto a été également achevée.

Une clinique d'urgence de la Croix-Rouge salvadorienne, cofinancée par la CRS, vient d'ouvrir ses portes. Depuis de nombreuses années, la Croix-Rouge salvadorienne s'efforce de remplir sa mission humanitaire avec toute l'impartialité nécessaire dans un climat de guerre et de violence. Pour y parvenir, elle peut compter sur la participation de plusieurs centaines de volontaires motivés et bien formés. La nouvelle clinique d'urgence et le service d'ambulances qui lui est associé représente une prestation particulièrement importante notamment pour les couches de la population les plus défavorisées.

Comme précisé dans l'encadré de la page 27, la Croix-Rouge suisse, en dépit des circonstances difficiles, s'efforce de mener un programme de collaboration à long terme, notamment dans les domaines de la santé publique et de la construction de logements. Le texte dans l'encadré ci-contre relate comment une communauté peut parvenir à faire valoir ses droits par l'entraide et la solidarité et réussit ainsi à conserver sa dignité malgré sa pauvreté. □

Les visages de la pauvreté

(Suite de la page 13)

en particulier dans le tiers monde, à une multitude de personnes de survivre.

... mais qui a ses limites

Responsabilité et initiative individuelles des plus démunis ont toutefois leurs limites, car il est vrai que dans bien des cas, l'homme est presque totalement tributaire d'évolutions ou de constellations globales qu'il n'est guère en mesure d'influencer ou d'infléchir. La capacité à influer sur les données économiques et sociales globales que l'on attribue aux gouvernements en place est très souvent singulièrement entravée par des intérêts oligarchiques défendus par les gouvernants et/ou par des liens de dépendance à l'égard des grands pays industrialisés ou des grands bailleurs de fonds. Même en admettant que nous ayons affaire à des gouvernements honnêtes ou bien intentionnés, les communautés nationales du tiers monde n'en continueraient pas moins à être confrontées à des nécessités et des impératifs contradictoires.

Les protagonistes tiers-mondistes qui enjoignent les gouvernements en place d'accorder la priorité absolue à l'auto-provisionnement en vivres, au détriment de toute autre considération, oublient très souvent que les nations en question ne partent pas de zéro. Elles sont dotées d'infrastructures de transport, de communication, d'éducation, de santé, etc., dont l'entretien tout comme le fonctionnement exigent des devises. Et comme les devises, hormis les prêts ou les dons, s'obtiennent grâce aux exportations, renoncer à des cultures d'exportation signifierait dans bien des cas un choix politique d'une immense portée, c'est-à-dire le retour à une économie d'autosubsistance. Retour impossible, vu le haut degré d'urbanisation atteint par les pays en voie de développement.

Un impératif incontournable du développement: le facteur humain

Etant donné l'absolue nécessité d'absorber dans l'in-

dustrie, l'artisanat ou le secteur des services, les habitants des régions rurales qui n'y trouvent plus une base de subsistance adéquate, ce qui fait le plus cruellement défaut aux pays en voie de développement, ce sont des entrepreneurs capables d'assurer la promotion et le développement des secteurs économiques non-agricoles. Or, c'est là que le bât blesse. Seul un nombre très limité de pays (Singapour, Malaisie, Taiwan, Corée du Sud) parviennent, et au prix de quels sacrifices, à opérer cette reconversion.

Indépendamment du fait qu'un minimum de conditions préalables doivent être remplies et qu'une constellation internationale favorable constitue une autre condition *sine qua non*, il apparaît que pour provoquer un développement économique sur une vaste échelle, l'engagement personnel d'individus capables et motivés à tous les niveaux de la société et du processus de production constitue un impératif incontournable. □

ACTIO

N° 11/12 Novembre/Décembre 1988
97^e année

Rédaction
Rainmattstrasse 10, 3001 Berne
N° de compte de chèques 30-877
Téléphone 031 667 111
Téléfax 911 102

Rédactrice responsable:
Nelly Haldi

Coordination rédactionnelle
édition française:
Bertrand Baumann

Coordination rédactionnelle
édition italienne:
Sylvia Nova

Editeur: Croix-Rouge suisse

Administration et impression
Vogt/Schid SA
Zuchwilstrasse 21, 4501 Soleure
Téléphone 065 247 247
Téléfax 934 646, Téléfax 065 247 335

Annonces
Vogt/Schid Service d'annonces
Kanzleistrasse 80, case postale
8026 Zurich
Téléphone 01 242 68 68
Téléfax 812 370, téléfax 01 242 34 89
Responsable des annonces:
Kurt Glarner
Téléphone 054 41 19 69
Pour la Suisse romande:
Presse Publicité SA
5, avenue Krieg
Case postale 258
CH-1211 Genève 17
Téléphone 022 35 73 40